

# Congrès AFSP Strasbourg 2011

## Section thématique 16 Leadership et entrepreneurs dans l'action politique

Elodie M. Bordat CHERPA-IEP Aix-en-Provence  
bordat.elodie@gmail.com

« *Modes de mobilisation et cooptation : trajectoires d'acteurs de politique publique. Le cas des intellectuels et de l'État en Argentine et au Mexique* »<sup>1</sup>

### Introduction

Intellectuel d'État, intellectuel institutionnalisé ou corporativisé ; intellectuel-ministre, diplomate ou député ; intellectuel primé, boursier, porte-parole ou porte-drapeau, le champ lexical illustrant les rapports des intellectuels avec l'État en Amérique latine est vaste. Nous avons choisi d'appréhender les relations entre l'État et les intellectuels au Mexique et en Argentine, et notamment les mécanismes par lesquels ceux-ci sont cooptés, ou écartés du pouvoir, par les gouvernements. Nous nous attacherons également à mettre en lumière les enjeux et les répertoires de mobilisation des intellectuels dans le domaine de la culture au Mexique et en Argentine.

Que signifie être « intellectuels » en Amérique latine ? Du latin *intelligere*, l'intellectuel est tout d'abord celui qui sait. Conscience critique de la société ou conseiller du Prince, l'intellectuel fut également constructeur de mythes, idéologue et artisan de régimes<sup>2</sup>, mais aussi interprète et traducteur d'idées... En paraphrasant M. Weber, nous pouvons dire que les intellectuels ne vivent pas *des* idées, mais *pour* les idées. Par ailleurs, la science de l'intellectuel est accompagnée de pouvoir<sup>3</sup>. Tour à tour hantés par *la* politique et silencieux devant *la* politique<sup>4</sup>, les *caudillos* culturels<sup>5</sup> sont avant tout des créateurs de culture. Intellectuels organiques ou traditionnels<sup>6</sup>, ils allient la connaissance à une responsabilité sociale et sont socialement formés<sup>7</sup> à rendre publiques leurs opinions<sup>8</sup>.

---

<sup>1</sup> Nous tenons à remercier Philippe Ollé Laprune, Rubén Torres Martinez et Luis Gregorich pour leurs relectures attentives et leurs observations.

<sup>2</sup> Lempérière Annick, *Intellectuels, État et société au Mexique. 20<sup>e</sup> siècle, les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris l'Harmattan, 1992.

<sup>3</sup> C. Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955.

<sup>4</sup> F.-X. Guerra, préface, Lempérière Annick, *Intellectuels, État et société au Mexique, op. cit.*

<sup>5</sup> E. Krauze, *Los Caudillos Culturales en la Revolución*, Mexico, Siglo XXI, 1976.

<sup>6</sup> L'idéologie des intellectuels organiques sert leur classe (d'origine ou d'option). Les intellectuels politiques seraient des intellectuels organiques selon cette définition. A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996.

<sup>7</sup> Pour Gramsci si tous les hommes sont des intellectuels tous n'ont pas la fonction d'intellectuels dans la société.

<sup>8</sup> « Un intellectuel sans média n'est plus un général sans troupes, mais un général pour rire » disait R. Debray cité par J. J. Brunner, A. Flisfisch, *Los intelectuales y las instituciones de la cultura*, Santiago du Chili, Flacso, 1983, p. 81.

Parfois qualifiés « d'aristocrates de la pensée »<sup>9</sup> ou de liens entre « haute culture » et « culture populaire », ils participent au renouvellement des idées qu'ils distribuent ensuite<sup>10</sup>. Leur dimension de communicateur et leur influence dans le débat public sont au nombre de leurs caractéristiques intrinsèques. Pour certains auteurs, les intellectuels non occidentaux seraient particulièrement « encerclés par la pression suffocante de l'État »<sup>11</sup> et le manque d'autonomie des institutions. Est-ce le cas au Mexique et en Argentine ? Les intellectuels ont-ils joué le même rôle dans les deux pays ? Se mobilisent-ils de la même façon et pour les mêmes enjeux ? Nous tenterons ici de répondre à ces questions en appréhendant tout d'abord à travers quels mécanismes certains gouvernements cooptent des intellectuels ou les écartent (I) puis dans un second temps, quels sont les espaces et les répertoires d'action mobilisés par les intellectuels pour faire inscrire à l'agenda politique leurs revendications (II)<sup>12</sup>.

## ***I. Les intellectuels et l'État : les mécanismes de cooptation***

### ***a) De caudillos culturels à « intellectocrates » : le cas du Mexique***

« C'est l'État qui fait l'intellectuel, soit en le reconnaissant, soit en lui jetant l'anathème, en le célébrant ou en le fustigeant »<sup>13</sup>. Jorge Castañeda

Le Mexique peut être qualifié de « cas d'école » dans l'analyse des relations entre les intellectuels et l'État. De créateurs de l'idéologie officielle à critiques acerbes du régime, les intellectuels mexicains furent toujours proches des arcanes du pouvoir. L'histoire de cette fascination réciproque remonte à la construction de l'État national. Nous proposons simplement de nous attarder sur quelques moments clés.

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, il existerait une « tradition » mexicaine qui voudrait que l'intellectuel soit un « interprète et un porte-parole du gouvernement »<sup>14</sup>. Personnages incontournables de la vie culturelle et politique du pays, « tant dans l'opinion publique que dans la rhétorique gouvernementale »<sup>15</sup>, les intellectuels furent utilisés par les gouvernements pour se légitimer. Le premier dirigeant à avoir allié les intellectuels aux projets de l'État fut Porfirio Díaz (1884-1910). Des « modernistes »<sup>16</sup> aux « positivistes »<sup>17</sup> en passant par les « scientifiques »<sup>18</sup>, les groupes d'intellectuels se succèdent dans les antichambres du pouvoir, jusqu'à l'éclatement de la Révolution mexicaine.

---

<sup>9</sup> J. J. Brunner, A. Flisfisch, *Los intelectuales y las instituciones de la cultura*, op. cit. p. 24.

<sup>10</sup> La notion d'intellectuel est apparue en France au XIX<sup>e</sup> siècle, pour désigner les personnes qui interviennent dans le débat public et font des propositions pour la société. M. Lipset, « Los intelectuales norteamericanos : sus políticas, sus status », dans, *El hombre político*, Buenos Aires, Eudeba, 1963.

<sup>11</sup> D. Aarão Reis, « À la recherche de modernités alternatives : l'aventure politique des intellectocrates russes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », dans, D. Rolland, M. Ridenti, E. Rugai Bastos (dirs), *L'intellectuel, l'État et la Nation, Brésil, Amérique latine Europe*, Paris, l'Harmattan, 2006, pp. 75-90, p. 77.

<sup>12</sup> Cette recherche repose sur le matériau empirique réuni dans le cadre d'une thèse de science politique analysant les politiques culturelles du Mexique et de l'Argentine sous la direction de D.-L. Seiler et de Y. Surel.

<sup>13</sup> J. Castañeda « La sieste de l'intellectuel mexicain à l'ombre de l'État » *L'économiste*, n° 113, 20-01-1994. Consulté [en ligne] le 5 juin 2011, URL : <http://www.leconomiste.com/article/la-sieste-de-lintellectuel-mexicain-lombre-de-letat?page=1>

<sup>14</sup> O. Paz, « La conjura de los letrados », *Vuelta*, n° 185, avril 1992, p.12.

<sup>15</sup> G. Estrada, « Apuntes para una historia de la cultura mexicana en el siglo XX » dans, Blancarte (Roberto) (ed), *Los grandes problemas de México. XVI, Culturas e identidades*, Mexico, Colegio de Mexico, 2000, pp. 453-483, p. 454.

<sup>16</sup> Parmi ses principaux représentants se trouvent : Manuel Gutiérrez Nájera, Salvador Díaz Mirón, José Juan Tablada. La poésie moderniste eut beaucoup d'influence entre 1884 et 1921.

<sup>17</sup> Influencés par le positiviste Gabino Barrera à l'École Nationale Préparatoire, ses principaux représentants sont Justo Sierra, Gabino Barrera, Emilio Rabasa, Porfirio Parra o José Yves Limantour.

<sup>18</sup> Noms que se donnèrent les intellectuels positivistes proches de P. Díaz.

**Caudillos culturels.** Selon F. Escalante<sup>19</sup>, il est difficile de trouver un écrivain au XIXe siècle qui n'ait pas été député, ministre ou diplomate. Lors du conflit armé, les *caudillos* s'entourèrent d'intellectuels – comme E. Molina Enriquez – qui rédigeaient leurs discours et propositions de loi. Leur rôle premier fut donc de garantir le droit face à la force et à la violence. Mais certains groupes revendiquent leur indépendance vis-à-vis du pouvoir.

Les *athénéistes*<sup>20</sup>, comme J. Vasconcelos, affirmaient que la séparation de l'État et de la culture serait le « meilleur fruit de [leur] lutte ». D'autres groupes, comme les Sept Sages ou la « Génération de 1915 »<sup>21</sup> - tous formés dans les rangs de l'École nationale préparatoire - revendiquaient au contraire leur participation à la vie publique et créèrent de nombreuses institutions (bancaires, syndicales, de recherches, etc.) dans le pays. Lorsque J. Vasconcelos devient ministre de l'Éducation publique, en 1921, il commande des œuvres à plusieurs artistes et notamment aux muralistes. L'une des principales réalisations des intellectuels de cette époque est la création du mythe fondateur et de l'idéologie intégratrice du Mexique postrévolutionnaire : le nationalisme culturel. Cette idéologie sera tout autant porteuse de projets éducatifs, culturels, qu'indigénistes<sup>22</sup>.

Entre les années 1928 et 1940, un autre groupe d'intellectuels influents se forme : les Contemporains<sup>23</sup>. Ils furent à plusieurs reprises en opposition avec le gouvernement qui voulait définir *la* culture mexicaine, restreindre la liberté d'expression ou mener certains projets éducatifs contraires à leurs idéaux. La plupart des membres de cette génération intégrèrent la fonction publique et perdirent leurs postes à l'occasion de disputes avec le pouvoir. Mais on ne peut pas réellement les qualifier « d'intellectuels politiques », car ils n'émettaient de critique que sur des questions touchant aux valeurs culturelles de la société et pas sur des thèmes économiques, politiques ou religieux<sup>24</sup>.

**L'institutionnalisation de « l'intellectocrate ».** Peu à peu, les postes administratifs dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la diplomatie devinrent la chasse gardée des intellectuels. Les ministères où ils officiaient publiaient leurs écrits et subventionnaient leurs revues<sup>25</sup>. Sans ces subventions, les revues culturelles, journaux et livres n'auraient pu voir le jour dans un marché exigu et une société qui lutte encore contre d'importants taux d'analphabétisme. Nous devons cependant distinguer le « service public » de la « politique ». Comme l'a illustré D. Cosío Villegas, dans le Mexique de la fin des années 1960, la politique ne se faisait pas sur la place publique, mais à demi-mot, dans les couloirs du pouvoir<sup>26</sup>. L'action politique de l'intellectuel se résumait à accompagner les politiciens tour à tour avec des hommages et des protestations. Tout au long du XXe siècle, l'État fut le principal employeur des intellectuels dans son service public.

---

<sup>19</sup> F. Escalante, « El escándalo interminable. Apuntes sobre el sistema de opinion pública » dans Loaeza (Soledad), Prud'homme (Jean-François) (dirs), *Los grandes problemas de México, XIV, Instituciones y procesos políticos*, México, Colegio de México, 2010, pp. 332-354.

<sup>20</sup> Le groupe de « l'Athénée de la Jeunesse » est créé par Alfonso Reyes, Antonio Caso, José Vasconcelos, Pedro Henríquez Ureña, ils seront notamment rejoints par Diego Rivera, Manuel Ponce et Julián Carrillo.

<sup>21</sup> Les participants les plus connus sont Manuel Gómez Morín, Alfonso Caso, Vicente Lombardo Toledano, Manuel Toussaint, Daniel Cosío Villegas.

<sup>22</sup> Lempérière Annick, *Intellectuels, État et société au Mexique, op. cit.*

<sup>23</sup> Formés dans les années 1920 et 30, ses membres les plus connus sont Carlos Pellicer, Salvador Novo, Jorge Cuesta, Xavier Villaurrutia, José Gorostiza et Jaime Torres Bodet.

<sup>24</sup> L. Panabière, « Les intellectuels et l'État au Mexique (1930-1940). Le cas de la dissidence des contemporaneos, dans Centre national de la recherche scientifique, Groupe de recherche sur l'Amérique latine, *Intellectuels et État au Mexique au XXe siècle*, Paris, Éditions du CNRS, 1979, pp. 77-112, p. 81.

<sup>25</sup> La revue des *Contemporaneos* était financée par le secrétariat des Relations extérieures.

<sup>26</sup> « Il ne s'agissait pas d'une activité publique, mais d'un chuchotement », D. Cosío Villegas, dans, *Intellectuels et État au Mexique au XXe siècle, op. cit.*

Les intellectuels sont cooptés à travers des postes dans l'administration publique<sup>27</sup>, ils deviennent des instruments de prestige pour le gouvernement et donnent une image positive du pays à l'étranger. Mais ils peinent à avoir une réelle influence publique<sup>28</sup>. L'État s'arroge également les faveurs des intellectuels grâce aux financements directs pour la commande d'œuvres – comme dans le cas des muralistes ou du « roman de la révolution » - ou indirects par la remise de prix et bourses. Cependant, les relations entre les intellectuels et l'État ne sont pas toujours si « amicales ». Les opposants trop bruyants sont emprisonnés (Alfaro Siqueiros ou José Revueltas par exemple). J. Volpi analyse ces différents comportements à l'aide d'une typologie distinguant les « courtisans » [*lamesuelas*]<sup>29</sup> qui se voient récompensés, des conspirateurs [*conjurados*] ou opposants rancuniers. Dans les deux cas, il y a une relation complexe et passionnelle avec le pouvoir allant de la « soumission à l'hétérodoxie, et de la répulsion à l'inévitable cohabitation »<sup>30</sup>.

Quelques années plus tard apparaît une autre génération d'intellectuels influents, celle du *Medio Siglo*<sup>31</sup>, intégrée notamment par Carlos Fuentes, Victor Flores Olea et E. Gonzalez Pedrero. Militants de gauche, ils critiquent le manque de démocratie dans leur pays.

« *2 de octubre no se olvida* »<sup>32</sup>. La violente répression de l'État contre les étudiants dans le quartier de Tlatelolco à Mexico en 1968, marque pour certains auteurs, une rupture entre le gouvernement et la communauté intellectuelle. La figure du président est désacralisée. En signe de protestation, Octavio Paz démissionne de son poste d'ambassadeur en Inde. Carlos Monsivaís, José Emilio Pacheco, José Revueltas, et Octavio Paz seront les seuls à exprimer publiquement leurs critiques au président Díaz Ordaz. Les intellectuels qui faisaient partie du gouvernement, comme Augustín Yáñez ou José Luis Martínez, ne démissionnèrent pas et « dissimul[èrent], tantôt avec [leur] silence, tantôt avec [leur] acceptation complice » les exactions du régime contre les étudiants<sup>33</sup>.

Pour C. Monsivaís on ne peut pas parler de « rupture » entre les intellectuels et le régime, car tout comme le reste de la population, ils envisageaient avec peine la possibilité d'un autre système. C'est pourquoi par la suite, nombre d'entre eux, dont Carlos Fuentes<sup>34</sup>, acceptèrent de dialoguer – et de travailler<sup>35</sup> - avec le président Echeverría (ministre de l'Intérieur en

---

<sup>27</sup> On citera les exemples de Jaime Torres Bodet, écrivain, deux fois ministre de l'Éducation publique, tout comme Augustín Yáñez, ou Carlos Chávez et José Luis Martínez, tous deux directeurs de l'Institut National des Beaux-Arts. Le service extérieur offrait également beaucoup de postes aux intellectuels comme Leopoldo Zea à la direction des Affaires culturelles du Ministère des Relations extérieures.

<sup>28</sup> F. Escalante, « El escándalo interminable. Apuntes sobre el sistema de opinion pública », *op. cit.*, p. 339.

<sup>29</sup> Lèche-bottes.

<sup>30</sup> J. Volpi, « El fin de la conjura, los intelectuales y el poder en México en el siglo XX », *Letras libres*, México, octobre 2000, pp. 56-60, [consulté en ligne] le 10 juin 2010, URL : <http://www.letraslibres.com/index.php?art=6539>,

<sup>31</sup> La génération de la moitié de siècle par référence à ceux qui étaient à l'université dans les années 1950 et qui se regroupèrent autour de la revue *Medio Siglo*.

<sup>32</sup> « On n'oublie pas le 2 octobre », slogan que scandent chaque année les étudiants qui manifestent pour commémorer le massacre de Tlatelolco.

<sup>33</sup> Plus loin, l'auteur ajoute « attrapés dans les toiles du pouvoir, ils n'étaient que des engrenages dans la vaste machinerie répressive de l'État. Depuis le moment où ils acceptèrent leurs postes, depuis l'instant même où ils commencèrent à travailler pour le président, ils vendirent leurs libertés et leur capacité critique ». J. Volpi, *La imaginación y el poder. Una historia intelectual de 1968*, Mexico, Era, 1998, p. 411 et p. 413.

<sup>34</sup> Carlos Fuentes justifia son soutien au président avec ces déclarations : « Echeverría ou le fascisme » ; « Laisser Echeverría isolé serait un crime historique des intellectuels », G. Zaíd, *Plural*, septembre 1972, cité par C. Monsivaís, « Los intelectuales y la política », dans L. Baca Olamendi, I. Cisneros, *Los intelectuales : los dilemas políticos en el siglo XX*, tome 2, Mexico, FLACSO, 1997, p. 466.

<sup>35</sup> G. Zaíd affirme à ce sujet : « Nous avons des écrivains indépendants qui, avec la meilleure intention du monde, quittent leur place et pardonnent l'impardonnable, parce qu'ils se subordonnent aux positions de la présidence, parce qu'ils rêvent à tout ce que le pouvoir présidentiel pourrait faire de désirable », *Como leer en bicicleta*, Mexico, Mortiz, 1975, p. 117.

1968). Ce dernier cherchait à intégrer la critique plutôt que la réprimer. Il coopta ainsi plusieurs leaders étudiants du mouvement<sup>36</sup>.

***L'émergence d'une « armée de cols blancs ».*** Echeverría augmenta fortement les budgets de l'université nationale et des institutions culturelles, créa de nouvelles institutions dans ces domaines et s'entoura d'une kyrielle d'intellectuels<sup>37</sup>. À partir de cette époque, l'État devint de plus en plus « un instrument de cooptation des intellectuels et de tous ceux qui aspiraient à une carrière politique »<sup>38</sup>. On ne pouvait distinguer un intellectuel d'un sénateur<sup>39</sup>... Ils étaient comme une constellation d'étoiles, gravitant tout autour du « soleil présidentiel priiste »<sup>40</sup>. On parlait alors d'une « bureaucratisation » de la communauté intellectuelle ou « d'intégration au régime ». Il devient également difficile alors de concevoir une présence intellectuelle active hors des bancs de l'université publique et de sa sphère d'influence. Pour R. Bartra, les universités étaient des « espaces politisés, étatisés et bureaucratisés [où régnaient] la subvention, le salaire, le curriculum, les viatiques, les titres et les bureaux : un univers complètement étranger et adverse à la création intellectuelle libre et indépendante »<sup>41</sup>. L'auteur va même jusqu'à affirmer que la technocratisation est l'une des morts de l'intellectuel en Amérique latine, qui se transforme en expert.

Soulignons qu'il y eut une scission dans le groupe uni des intellectuels dits « de gauche » entre ceux qui crurent à la « purification du parti de la révolution institutionnelle »<sup>42</sup> avec L. Echeverría et ceux qui défendaient la nécessité d'une démocratisation « avec ou sans PRI »<sup>43</sup>. Pour O. Paz, l'efficacité politique de l'intellectuel résidait dans le fait qu'il ne soit engagé ni dans « un parti, ni dans une idéologie, ni dans un gouvernement »<sup>44</sup>. Mais comme par le passé, même les intellectuels les plus critiques continuèrent à être directement ou indirectement financés.

Lors d'un entretien, Alain Rouquié nous a confié :

*« Des écrivains écrivaient des livres qui n'étaient même pas distribués. Ils étaient tous achetés par le PRI qui les donnait gratuitement dans les ambassades. Si on était connu, on recevait en récompense une ambassade. C'était suicidaire de critiquer »<sup>45</sup>.*

L'État remplissait ainsi sa fonction de promoteur de la culture tout en modérant les critiques à son encontre<sup>46</sup>. M. Vargas Llosa qualifia la situation mexicaine de « dictature parfaite »<sup>47</sup> : celle d'un régime allant jusqu'à financer ses critiques pour simuler une dissidence

---

<sup>36</sup> Dans les années 1970, la mobilité politique et la volonté d'inclusion à l'appareil politique étaient très importantes : 25 000 postes de fonctionnaires et 18 000 postes électifs étaient vacants après chaque *sexenio*.

<sup>37</sup> Lors de ses tournées à l'étranger, L. Echeverría partait parfois avec une centaine d'intellectuels.

<sup>38</sup> A. Touraine, *La parole et le sang, politique et société en Amérique latine*, Paris, éditions Odile Jacob, 1988, p. 191.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> E. Krauze, « Cuatro estaciones de la cultura mexicana », *Vuelta*, n° 60, novembre 1981.

<sup>41</sup> R. Bartra « La república de las letras muertas y la muerte de las letras públicas », en R. Bartra, *Oficio mexicano*, México, Grijalbo, 1993, pp. 45-52, p. 45.

<sup>42</sup> Qualifié de parti hégémonique ou de parti-État, a gouverné le Mexique de 1946 à 2000.

<sup>43</sup> J. F. Marsal « Les intellectuels mexicains, le Parti Révolutionnaire Institutionnel et le massacre de Tlatelolco » dans Centre national de la recherche scientifique, Groupe de recherche sur l'Amérique latine, *Intellectuels et État au Mexique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions du CNRS, 1979, pp. 63-76, p. 69.

<sup>44</sup> « Suma y sígüe » Conversation avec Julio Scherrer García, *Procesos*, n° 57 et 58, 5 et 12 décembre 1977, cité par O. Paz, *El ogro filantrópico*, Mexico, Seix Barral, 1979, p. 322.

<sup>45</sup> Entretien avec l'auteur, Paris, le 21-12-2010. Les citations extraites de nos entretiens seront présentées en italique.

<sup>46</sup> L'opposition se développe, la distribution de postes publics et les mesures de répression se multiplient.

<sup>47</sup> Cette déclaration fut faite à la télévision lors du colloque organisé par O. Paz en 1990 « L'expérience de la liberté » consulté [en ligne] le 3 juillet 2010, URL : <http://www.youtube.com/watch?v=kPsVWwG-E38>

démocratique. Cette situation est illustrée par le fait que deux revues culturelles<sup>48</sup> parmi les plus influentes des années 1970 à 1990 - *Vuelta*<sup>49</sup> et *Nexos*- émettaient nombre de critiques vis-à-vis du gouvernement tout en étant indirectement financées par celui-ci à travers les publicités se trouvant entre leurs pages<sup>50</sup>.

Le gouvernement de Salinas de Gortari (1988-94) demanda aux intellectuels les mêmes « engagements » que ses prédécesseurs : rejet de la subversion, entrain pour les hommages et disponibilité pour l'accompagner lors de ses tournées. Le président croit avec ferveur à la légitimité que confèrent les intellectuels. Lors de sa campagne électorale<sup>51</sup>, il s'affichait entouré d'intellectuels comme d'H. Aguilar Camín et d'E. Krauze<sup>52</sup>. Dans la seconde partie de cette communication, nous verrons dans quel cadre il offrit à la communauté intellectuelle le fonds de soutien de la culture qu'elle demandait depuis des décennies et comment cet appareil devint un nouveau mécanisme de cooptation.

***Un nouveau type d'intellectuel.*** Les relations entre les intellectuels et l'État changent dans les années 1990, ceux-ci apparaissent de plus en plus dans les médias, avec leurs propres émissions comme Octavio Paz ou le groupe de la revue *Nexos*<sup>53</sup>. Ils tentent de devenir les porte-paroles de la société civile alors que la voix de l'opposition se fait ténue dans l'enceinte du Congrès.

Les intellectuels continuent néanmoins à servir le régime en intégrant les premières commissions de l'Institut Fédéral Électoral (IFE) et de la Commission des Droits de l'Homme<sup>54</sup>, illustrant ainsi la volonté de transparence et de changement du gouvernement.

Pendant la présidence d'E. Zedillo (1994-2000), les voix des intellectuels ne sont plus les seules à retentir pour exiger plus de démocratie. Par ailleurs, leur profil change. Ils deviennent des « célébrités »<sup>55</sup> et acquièrent une nouvelle « fonction représentative, hors des institutions »<sup>56</sup>. F. Escalante illustre cette situation grâce à l'idéal-type de « l'intellectuel-médiatique » qui ne cherche plus à se diriger à la société civile pour la convaincre, mais parle

---

<sup>48</sup> Parmi les plus influentes revues culturelles mexicaine on citera : *El Espectador* (1959), *La Cultura en México* de C. Monsivaís (1972-87), *La revista Mexicana de Literatura* (1955-65) de C. Fuentes, *La revista de la Universidad, Plural* (1971-76) puis *Vuelta* (1976-98) d'Octavio Paz.

<sup>49</sup> Avant de créer *Vuelta*, O. Paz avait dirigé la revue *Plural*, supplément du journal *El Excelsior* de Julio Scherer. « *Plural* est la plus grande revue qui n'a jamais existé au Mexique » nous a affirmé Philippe Ollé-Laprune lors d'un entretien, le 11-11-09. Elle dérangeait tellement le pouvoir que L. Echeverría fit fermer le journal qui l'hébergeait.

<sup>50</sup> Publicité pour des ministères, le système de sécurité sociale ou les gouvernements d'états fédérés. En 1992, *Nexos* comptait 83% de publicités gouvernementales et 17% de publicité privée. G. Ochoa Sandy, « Coloquio, las relaciones de los intelectuales con el poder », *Proceso*, n° 799, 22 février, 1992.

<sup>51</sup> À travers les campagnes présidentielles, le PRI cherchait à convertir le candidat en symbole national. O. Landi *Dévorame otra vez, que hizo la televisión con la gente y que hace la gente con la televisión*, Buenos Aires, Planeta, 1993.

<sup>52</sup> Selon P. Ollé-Laprune, l'histoire de ces deux historiens est illustrative de la situation des intellectuels au Mexique. Amis à l'université, leurs chemins se séparèrent. E. Krauze devint le bras droit d'O. Paz, alors qu'H. Aguilar Camín se rapprochait de C. Fuentes et fondait le groupe *Nexos*. Leurs deux groupes rentrèrent en conflit ouvert à l'occasion du Congrès d'Hiver qui se solda par le renvoi de V. Flores Olea de CONACULTA. Tous deux ont bénéficié des largesses de C. Salinas de Gortari et sont toujours très influents aujourd'hui.

<sup>53</sup> Dans ce groupe on retrouve Héctor Aguilar Camín, Carlos Fuentes, Enrique Florescanos, Rafael Pérez Gay. Ils possèdent également la maison d'édition *Cal y Arena*.

<sup>54</sup> Nous verrons que c'est également le cas en Argentine où des intellectuels, comme E. Sabato, proches des Commissions des droits de l'homme pendant la dictature, intègrent pendant le gouvernement d'Alfonsín la commission sur la disparition des personnes.

<sup>55</sup> Tout comme BHL, Finkelkraut ou Glucksman en France.

<sup>56</sup> C. Lomnitz « Interpreting the sentiments of the nation. Intellectuals and governmentality in Mexico », en C. Lomnitz, *Deep Mexico, Silent Mexico. An Anthropology of Nationalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 208, cité par F. Escalante, « El escándalo interminable. Apuntes sobre el sistema de opinión pública », *op. cit.* p. 341.

désormais en son nom<sup>57</sup>. Les écrivains et universitaires n'ont plus le monopole du label « intellectuels », mais les journalistes, présentateurs, acteurs et chanteurs commencent également à être considérés comme tels.

La figure de l'intellectuel-fonctionnaire ou diplomate n'a pourtant pas disparu.<sup>58</sup> Parmi les acteurs que nous avons interviewés<sup>59</sup>, nous pouvons citer les cas du cinéaste V. Ugalde à la tête du Fonds d'investissement pour le cinéma (FIDECINE), le poète et professeur J. Ruiz Dueñas à la tête des archives nationales, l'anthropologue et poète Eduardo Vázquez à la tête du musée d'histoire naturelle ou encore le chercheur Carlos Lara, chef de département à CONACULTA.

Certains mécanismes de cooptation perdurent à l'heure actuelle comme l'attribution de postes publics, l'assignation de bourses et le financement de livres ou de revues. Mais les deux derniers gouvernements du Parti de l'Action Nationale (PAN)<sup>60</sup> ne s'entourent plus d'autant d'intellectuels : une journaliste a été nommée à la tête de CONACULTA avec Fox (Sari Bermudez), puis un directeur d'opéra (Sergio Vela) - ami d'enfance du président Calderón lui a succédé. Le PAN préfère s'entourer d'hommes d'affaires plutôt que d'intellectuels dont les idées sont traditionnellement à gauche. Néanmoins, de grands hommages ont eu lieu pour célébrer les grandes figures intellectuelles du pays, comme Carlos Fuentes, dont les 80 ans ont été fêtés tout au long de l'année dans des lieux prestigieux. Lors de l'hommage à l'Auditorium national, nous avons pu voir comment l'auteur de *Terra Nostra* inspirait la sympathie, le respect et l'orgueil du public lorsque dix mille personnes se sont levées d'un même mouvement pour une très longue ovation<sup>61</sup>.

Nous verrons, dans une seconde partie, que malgré la relation de dépendance qui unit les intellectuels à l'État, ceux-ci se mobilisent pour exiger des changements. Nous nous intéresserons particulièrement à la demande d'une politique culturelle démocratique, en mettant en lumière les répertoires d'action utilisés et les mécanismes par lesquels certaines idées sont reprises par le gouvernement pour devenir des instruments de politiques.

### ***b) Les intellectuels argentins et l'État : « des protagonistes politiques velléitaires »<sup>62</sup> ?***

Dans cette partie, nous proposons d'analyser quelques moments clés de l'histoire argentine pouvant éclairer les relations des intellectuels avec l'État. Il existe deux grandes différences entre le Mexique et l'Argentine dans les relations des intellectuels avec l'État. D'une part, pendant longtemps l'État argentin n'a pas eu d'intérêt pour intégrer les intellectuels, d'autre

---

<sup>57</sup> Selon F. Escalante, la première mobilisation illustrant ce changement a lieu en 1994 avec la fondation du *Grupo San Ángel* qui exige aux trois partis la transparence du processus électoral et la démocratie. La seconde initiative citoyenne est convoquée par l'homme d'affaires Carlos Slim qui réunit chefs d'entreprise, intellectuels, footballeurs et même l'archevêque de Mexico. Dans ce mouvement, les protagonistes sont les dirigeants d'entreprises, ce qui illustre que les intellectuels ont perdu leur place d'interlocuteurs privilégiés du régime avec le changement de gouvernement. Un an plus tard, une troisième initiative de ce genre a lieu lors du conflit post-électoral opposant le candidat du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) Andrés Manuel López Obrador (AMLO), au candidat du Parti d'Action Nationale (PAN), l'actuel président Felipe Calderón. Les intellectuels s'affrontent en portant les couleurs de leurs partis, par déclarations interposées dans les médias. F. Escalante, « El escándalo interminable. Apuntes sobre el sistema de opinión pública », *op. cit.*

<sup>58</sup> On citera également les exemples de J. Castañeda, Secrétaire des relations extérieures de Fox, Jordi Solar, écrivain et attaché culturel, J. Volpi, attaché culturel à l'Institut mexicain de Paris, puis directeur de la chaîne publique *Canal 22*, ou encore V. Herrasti à la direction des publications de CONACULTA.

<sup>59</sup> Voir annexe pour quelques précisions biographiques sur les acteurs interviewés.

<sup>60</sup> Opposant historique du PRI, le PAN est un parti conservateur et proche de l'Église catholique. Il est à droite de l'échiquier politique, même si sa politique économique est très proche de celle de C. Salinas de Gortari.

<sup>61</sup> Extrait de carnet d'observations, 24 novembre 2008 à Mexico lors de l'hommage à Carlos Fuentes à l'Auditorium National.

<sup>62</sup> S. Sigal, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 13.

part, la communauté intellectuelle s'est méfiée et tenue volontairement éloignée de l'État. Cette méfiance, de la société et de l'État, envers la fonction des intellectuels dans la politique est illustrée par leur faible représentation dans les syndicats ou les partis politiques et au sein de l'appareil bureaucratique<sup>63</sup>. Pourtant, l'État ne s'est pas constitué en cible face à laquelle les intellectuels se seraient regroupés en « contre-société politique », mais ceux-ci n'ont pas réussi non plus à s'affranchir des frontières de l'espace culturel pour devenir des acteurs politiques<sup>64</sup>.

**Les constructeurs de la Nation.** Pour certains, il existerait un « divorce » entre les intellectuels et la sphère publique<sup>65</sup>. Mais, il n'en a pas toujours été ainsi. Comme dans le cas du Mexique, les intellectuels - de la génération de 1837<sup>66</sup> - ont eu un rôle déterminant dans le processus de construction de l'État, puis de la nation argentine. Domingo Faustino Sarmiento - auteur du *Facundo* et père de l'école laïque, gratuite et obligatoire – fut le concepteur des mécanismes d'intégration des masses de migrants arrivés d'Europe. Bartolomé Mitre, autre grand idéologue de la nation est l'un des fondateurs de l'historiographie nationale<sup>67</sup>. Enfin, l'écrivain Juan B. Alberdi, est le principal inspirateur de la Constitution de 1853. Mais, tout semblerait indiquer qu'une fois la construction de l'État achevée, la légitimité de l'intellectuel dans le politique se serait épuisée. Les intellectuels ne trouvèrent plus leur place auprès des militaires, des syndicats ou dans l'administration contrairement à leurs homologues mexicains ou brésiliens. L'ouverture du système politique limita encore leur rôle politique, la nouvelle classe politique issue du suffrage universel les écartant sans que les partis politiques les accueillent.

**Les intellectuels et Perón.** À la différence de l'État mexicain, principal producteur de culture, les développements de secteurs culturels comme l'industrie éditoriale, le théâtre ou le cinéma se sont développés sans être toujours suivis de politiques publiques. C'est seulement à partir des gouvernements péronistes que la culture et les arts ont commencé à dépendre de l'État pour la production directe, le financement et le contrôle des contenus<sup>68</sup>. Dans ce cadre, le président Juan D. Perón (1946-55) mit en œuvre des mécanismes de cooptation des intellectuels grâce à l'appareil bureaucratique culturel<sup>69</sup>. L'exemple de la *Junta de intelectuales* est pour ce point illustratif. Le but de cette institution était d'étendre les bénéfices de la réforme sociale péroniste aux travailleurs intellectuels<sup>70</sup> en rédigeant, par exemple, leurs statuts légaux. L'institution souffrit nombre de critiques, notamment sur l'égoïsme<sup>71</sup> de ses membres qui ne travaillaient qu'à l'amélioration de leur propre

---

<sup>63</sup> *Debates*, n° 4, octobre-novembre 1985 cité par S. Sigal, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 25.

<sup>64</sup> D. Pécaut, prologue de S. Sigal, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, *op. cit.*

<sup>65</sup> M. Novaro, V. Palermo, *La historia reciente, Argentina en democracia*, Buenos Aires, Edhasa, 2004, p. 94.

<sup>66</sup> Ses principaux membres sont : D. Sarmiento, Juan Bautista Alberdi et Esteban Echeverría.

<sup>67</sup> Avec ses ouvrages *Historia de San Martín* et *Historia de Belgrano*.

<sup>68</sup> O. Moreno, « La Cultura es una deuda del Estado democrático con la Sociedad en la Argentina », *Revista Gestión Cultural*, n°1, 2004, pp. 13-28, p. 23.

<sup>69</sup> Il transforma tout d'abord la Commission de culture un Sous-secrétariat de culture dépendant directement de l'exécutif en 1948 qui fut dirigé par des intellectuels.

<sup>70</sup> Dans le décret de création, on peut lire que le but de l'organisation était de « promouvoir la recherche et la création littéraire, artistique, scientifique et technique et soutenir les manifestations de création et diffusion de la culture ». F. Fiorucci, « La administración cultural del peronismo : políticas, intelectuales y Estado », Working paper 20, 2007 Latin American Studies Center University of Maryland, College Park, [consulté en ligne le 16 février 2011] URL : [www.lasc.umd.edu/Publications/.../WP20\(FlaviaFiorucci\).pdf](http://www.lasc.umd.edu/Publications/.../WP20(FlaviaFiorucci).pdf), p. 12.

<sup>71</sup> « D'avocat de la démocratie, chef de file [*adaliid*] de la lutte contre le fascisme des années trente, l'intellectuel passe dans le contexte du péronisme à délimiter le champ de diffusion de sa voix publique à la défense de ses intérêts particuliers », F. Fiorucci, « La administración cultural del peronismo », *op. cit.*, p. 14.

condition. Le manque de prestige de l'institution était également souligné, les intellectuels les plus renommés ayant refusé de s'allier à cet organisme, le privant ainsi de la possibilité de devenir une instance de légitimation du champ. Ces critiques précipitèrent sa fermeture en 1953. Une autre mesure du gouvernement envenima ses relations avec les intellectuels, celle du décret de 1952 obligeant les académies à collaborer dans le domaine scientifique avec les pouvoirs publics. De nombreux intellectuels considéraient ce gouvernement comme fasciste et contraire à la liberté de création, comme nous l'a confié Carlos Gorostiza, dramaturge et ex-secrétaire de culture :

« L'un des grands problèmes que j'ai toujours eus dans ce pays, c'est la censure. J'ai été censuré de 1930 jusqu'à 1983 »<sup>72</sup>.

Pour Alain Rouquié, « *Le péronisme est hostile à la culture, car la culture c'est l'oligarchie* »<sup>73</sup>. Nombre de professeurs et intellectuels furent contraints à l'exil et des députés de l'opposition expulsés.

Selon une enquête réalisée par J. F. Marsal<sup>74</sup>, pendant la période postérieure au gouvernement de Perón – renversé en 1955 – les intellectuels proches de la droite avaient plus facilement accès à des postes publics. Ils avaient par conséquent moins besoin de recourir aux partis politiques, d'autant plus que le fait de n'être affiliés à aucun parti les rendait plus « employables » par les gouvernements, ce qui réduisait encore leur envie de travailler pour un parti. Il faut également prendre en compte le fait qu'à la différence du Mexique, les intellectuels argentins se méfiaient de la bureaucratie culturelle qu'ils appréhendaient comme une incursion de la politique dans le champ intellectuel. Ils considéraient qu'il valait mieux rester éloignés du pouvoir afin d'éviter d'être « contaminés ». Cette citation de Jorge Luis Borges illustre bien cette position : « Je n'ai jamais appartenu à aucun parti, je ne suis le représentant d'aucun gouvernement... Je crois en l'Individu, je ne crois pas en l'État »<sup>75</sup>. Opposant au gouvernement de Perón, il perdra sa place dans une bibliothèque municipale de Buenos Aires. Il sera nommé directeur de la bibliothèque nationale par le gouvernement militaire qui chassa Perón en 1955, place qu'il conservera jusqu'en 1973. Julio Cortázar, également opposé au gouvernement péroniste, s'exila à Paris dans les années 1950. Il affirmait : « En réalité j'étais nettement indifférent aux conjonctures politiques et à la situation politique en général »<sup>76</sup>. Pour beaucoup d'autres d'intellectuels, il était impossible de concevoir l'État, tant de fois censeur, comme un acteur de la promotion de la création artistique<sup>77</sup>.

**Fronzizi mobilise ses troupes.** La première grande mobilisation politique des intellectuels de gauche - et surtout les membres de la revue *Contorno*<sup>78</sup> - eut lieu lors de la campagne

<sup>72</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires, 19-05-10.

<sup>73</sup> Entretien avec l'auteur, Paris, 21-12-10.

<sup>74</sup> Il s'agit d'une enquête réalisée entre 1967 et 69 avec 51 essayistes argentins représentant 70% des auteurs publiés entre 1955 et 69, J. F., Marsal, *Intelectuales y política*, op. cit, p. 72, et p. 84.

<sup>75</sup> « Yo nunca he pertenecido a ningún partido, ni soy el representante de ningún gobierno... Yo creo en el Individuo, descreo del Estado ».

<sup>76</sup> « Juego y compromiso político, conversación de Omar Prego con Julio Cortázar », [consulté en ligne le 26-06-11] URL : <http://www.literatura.org/Cortazar/escritos/charla.html>.

<sup>77</sup> A. Wortman, « Vaivenes del campo intelectual político cultural en la Argentina », D. Mato, (dirs.) *Estudios y Otras Prácticas Intelectuales Latinoamericanas en Cultura y Poder*. Caracas, CLACSO y CEAP, FACES, Universidad Central de Venezuela, pp. 327-338, p. 3.

<sup>78</sup> Fondée par des étudiants de la faculté de philosophie de l'Université de Buenos Aires (UBA) en 1953, la revue regroupait les intellectuels de la gauche argentine. Ils ne se déclaraient « ni péroniste, ni anti-péronistes » mais cherchaient une nouvelle place pour l'intellectuel. La revue cessa de paraître en 1959. Les membres de cette revue tentaient de contrer le monopole de *Sur*, la revue de Victoria Ocampo, et du supplément culturel du journal conservateur *La Nación*.

électorale du futur président A. Frondizi (1958-62). Le candidat incarnait la « possibilité d'établir une passerelle entre les intellectuels et la politique de masse, mettant simultanément un terme à l'extériorité des intellectuels vis-à-vis des grands partis et de l'État ainsi qu'aux ambiguïtés qui sous-tendaient leur identité »<sup>79</sup>.

L'aventure des intellectuels avec Frondizi ne dura pas longtemps. Elle constitue néanmoins une innovation politique. À partir de la rénovation de l'université, dans les années 1950, qui amena une plus grande institutionnalisation des sciences sociales, le secteur intellectuel s'affranchit un peu plus du domaine politique. À la fin des années cinquante, une institution publique, mais indépendante de l'État est créée pour la recherche et les arts : la *Fundación Di Tella*<sup>80</sup>. Jusqu'à sa fermeture par la dictature d'Onganía, elle demeura l'un des plus importants lieux de création artistique et scientifique du pays.

Selon Beatriz Sarlo, rédactrice de la revue *Punto de Vista*, le péronisme - proscrit depuis le renversement de J. Perón en 1955 - remportant l'adhésion de beaucoup d'intellectuels. Ceux-ci créèrent « une nouvelle vision de l'histoire argentine »<sup>81</sup>, et eurent une grande influence sur la jeunesse qui se radicalisa dans les années 1960. Cette classe intellectuelle se maintint donc éloignée des instances du gouvernement militaire.

Pendant les deux dernières dictatures (1966-73, 1976-83)<sup>82</sup>, les contenus des créations et des manifestations culturelles furent contrôlés et censurés, les universités souffrirent de violentes attaques<sup>83</sup> et de nombreux professeurs, écrivains et artistes furent contraint à l'exil<sup>84</sup>.

***Les intellectuels argentins et la démocratie.*** La relation entre intellectuels et État change radicalement avec le retour de la démocratie et la mobilisation des intellectuels autour du candidat R. Alfonsín. Ce sujet sera développé dans la seconde partie de la communication. À ce gouvernement succéda celui de C. Menem (1989-99) qui s'entoura plus d'hommes d'affaires que d'intellectuels, tout comme les gouvernements du PAN au Mexique. Pendant cette décennie, des intellectuels, anciens militants péronistes, furent nommés à la tête du Secrétariat de Culture comme Julio Bárbaro<sup>85</sup> ou José María Castiñeira de Dios,<sup>86</sup> mais aussi au Ministère des Relations extérieures avec Guido Di Tella. On citera également le cas particulier de Mario « Pacho » O'Donnell, écrivain et historien engagé dans le premier gouvernement d'Alfonsín, qui devint ménémiste dans les années 1990 avec la passion des convertis. Mais attardons-nous à présent sur l'engagement des intellectuels auprès du gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner (2007-11). Dans la continuité du gouvernement de son mari Néstor Kirchner (2003-07), la présidente de l'Argentine convoqua des intellectuels pour diriger des institutions culturelles comme le secrétariat de culture ou la bibliothèque nationale. Mais selon A. Rouquié, les nominations d'intellectuels comme Torcuato Di Tella, sociologue renommé, s'expliquent plus par leur appartenance idéologique que par la volonté de rapprochement avec les intellectuels :

---

<sup>79</sup> S. Sigal, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, op. cit., p. 187.

<sup>80</sup> Cette fondation est créée avec des fonds de l'entreprise Siam Di Tella et de la Fondation Ford. Son fonctionnement était indépendant des changements de gouvernements et des choix des groupes qui la finançaient.

<sup>81</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 11-06-10.

<sup>82</sup> Depuis les années trente jusqu'en 1983 l'Argentine a connu une démocratie entrecoupée de cinq coups d'État militaires - 1943, 55, 62, 66 et 1976.

<sup>83</sup> Comme celle de la « nuit des longs bâtons » [*Noche de los bastones largos*], attaque de l'UBA par la police fédérale le 29 juillet 1966, 400 personnes furent arrêtées. Après cette attaque plusieurs centaines de professeurs s'exilèrent.

<sup>84</sup> H. Invernizzi, J. Gociol, *Un golpe a los libros, Represión a la cultura durante la última dictadura militar*, Eudeba, 2007.

<sup>85</sup> Voir les profils de ces intellectuels en annexe.

<sup>86</sup> Proche conseiller d'Evita Perón, J. M. Castiñeira de Dios fut nommé à la tête de l'institution supérieure de la culture pendant le premier gouvernement péroniste de 1955-52.

*« Di Tella, c'est un péroniste de toujours. La culture argentine des années 60 et 70 c'était eux [les Di Tella]. C'était une figure qui faisait consensus, qui rassemblait les péronistes et l'oligarchie de droite »<sup>87</sup>.*

La nomination en 2010 du cinéaste Jorge Coscia est comparable. Il s'agit d'un militant de longue date du parti péroniste<sup>88</sup>. Beatriz Sarlo affirme à son sujet : *« il est marqué par la militance péroniste. C'est plus un politique qu'un cinéaste »<sup>89</sup>.*

Pour sa part, le philosophe péroniste Silvio Maresca considère que : *« le gouvernement a livré aux intellectuels de gauche [...] le secteur [de la culture] »<sup>90</sup>.* Dans ce cas, nous ne parlerons donc pas de cooptation, mais de promotion de militants du parti à l'appareil bureaucratique.

Nous pouvons donc conclure que si certains gouvernements argentins ont cherché à coopter des intellectuels en Argentine (comme celui de J. D. Perón), la situation est très différente de celle du Mexique où la cooptation a été une pratique récurrente depuis la révolution de 1910. Au regard de l'instabilité politique connue par l'Argentine tout au long du XXe, les intellectuels se sont rendu compte que la fermeture et l'ouverture des institutions étaient transitoires. Cette situation a donc favorisé leurs organisations en dehors de l'État, comme dans les institutions publiques, mais autonomes comme l'Institut Di Tella. La stabilité politique instaurée par le PRI au Mexique n'a pas eu cours en Argentine, où les coups d'État militaires ont secoué le pays tout au long du XXe siècle. Cette citation de José Miguel Onaindia ex-directeur de l'Institut du Cinéma est illustrative de cette situation :

*« Les relations entre l'intellectualité et le domaine artistique et la politique a toujours été une relation très tendue, qui plus est dans les pays où les pratiques autoritaires se sont maintenues dans le temps. Cela génère une tension importante »<sup>91</sup>.*

Voyons à présent l'exemple de mobilisations d'intellectuels au Mexique et en Argentine dans le cadre des politiques publiques de la culture. Nous mettrons tout d'abord en lumière les répertoires d'action utilisés par les intellectuels dans leur mobilisation pour la création d'un fonds de culture, puis la mobilisation des intellectuels argentins pour l'instauration d'une politique culturelle démocratique.

## **II. « Pour une politique culturelle démocratique » : modes de mobilisations d'intellectuels au Mexique et en Argentine**

### **a) Intellectuels en campagne : les cas du IEPES au Mexique et du CPP en Argentine**

Nous nous intéresserons ici aux espaces, ou « forums », dans lesquels les intellectuels ont pu formuler leurs demandes pour une réforme de l'action culturelle de l'État au Mexique et en Argentine. Nous verrons qu'ils s'expriment particulièrement dans des revues culturelles ou littéraires et dans les médias, mais surtout au moment des campagnes électorales. En effet, les campagnes sont des moments où les représentants politiques sont plus réceptifs aux demandes de la société et où ils bénéficient d'un surcroît de légitimité grâce à leurs promesses de changement. Ce sont par ailleurs les moments où des fenêtres d'opportunité peuvent s'ouvrir.

---

<sup>87</sup> Entretien avec l'auteur, Paris le 21-12-10.

<sup>88</sup> La cérémonie de son investiture comme secrétaire de culture a été rythmée par la « marche péroniste » et non pas par l'hymne national.

<sup>89</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 11-06-10.

<sup>90</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 15-06-10.

<sup>91</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 15-06-10.

## 1) *Les intellectuels contre l'Ogre philanthropique*

« Les intellectuels peuvent être utiles dans le gouvernement [...] à condition qu'ils sachent garder leurs distances avec le Prince »<sup>92</sup>.

Octavio Paz

Comment et pourquoi les demandes de la communauté intellectuelle formulée depuis les années 1970 eurent-elles une issue favorable en 1994 ? Quels intellectuels se sont mobilisés et avec quels répertoires d'action ?

Les demandes pour la mise en place d'une politique culturelle plus démocratique sont anciennes<sup>93</sup>, mais le véritable élément déclencheur de la mobilisation est l'appel du président L. Echeverría (1970-76) à la communauté intellectuelle pour participer à une réflexion sur la réforme de l'Institut National des Beaux Arts (INBA) qu'il critique durement<sup>94</sup>. La réponse ne se fait pas attendre. Elle provient d'Octavio Paz lui-même. Il harangue le gouvernement depuis les colonnes de *Plural* : l'État, dit-il, ne doit pas soutenir certaines tendances artistiques au profit d'autres et créer un art du gouvernement [*oficialista*]. Il critique également l'initiative de loi présentée par le président pour la création d'un Conseil pour les arts. Pour lui ce projet est entaché de « dirigisme étatique ». On retrouve ici la même critique formulée par les intellectuels argentins à l'encontre de J. D. Perón. Octavio Paz exige plutôt la création de mécanismes visant à soutenir les créateurs et artistes à travers de bourses :

« L'idéal serait la constitution d'un fonds pour le soutien de la littérature et des arts qui fonctionne de manière indépendante et soit destiné à aider les écrivains et jeunes artistes dans le cadre d'une immense liberté esthétique et idéologique »<sup>95</sup>.

Dans un article postérieur, O. Paz mobilise les grands noms de la littérature et de l'art mexicain<sup>96</sup>. Il propose les axes d'une politique culturelle et précise les mécanismes de fonctionnement du fonds de soutien pour les arts qu'il souhaite voir créé (présidence des artistes et dotation d'un budget équivalent à 2 % de celui du Secrétariat de l'Éducation<sup>97</sup>). Dans un ouvrage postérieur<sup>98</sup>, Octavio Paz définit l'État comme un « ogre philanthropique » qui déguiserait ses méthodes totalitaires en philanthropie grimée. L'État doit être *promoteur* de culture et non pas producteur. Cette demande des intellectuels sera reprise six ans plus tard, lors de la campagne électorale de M. De la Madrid.

***Temps de campagne et forums politique.*** Comme nous l'avons souligné par ailleurs, les périodes électorales sont des moments privilégiés du temps politique pour amener de nouvelles demandes sur la table des négociations. La participation des intellectuels dans le

---

<sup>92</sup> O. Paz, « Suma y sigue. Conversación con Julio Scherer », dans *México en la obra de Octavio Paz. El peregrino en su patria*, vol. 1, México, Fondo de Cultura Económica, 1987.

<sup>93</sup> En 1952, le peintre Fernando Leal demandait déjà une politique culturelle sans « favoritismes arbitraires » qui cesse de transformer les artistes et intellectuels en « adulateurs des puissants » Il proposait la création d'un ministère de la Culture chargé de coordonner les organisations existantes. F. Leal, *El derecho a la cultura*, Mexico, Organización Cultural mexicana, 1952.

<sup>94</sup> « INBA reestructuración », *Proceso*, n° 1, 6 novembre 1976. L'INBA a été créé en 1946 pour soutenir la création artistique.

<sup>95</sup> « Declaración sobre la libertad del arte », *Excelsior*, mai 1972.

<sup>96</sup> Cette proposition est signée par 26 intellectuels et artistes et notamment : E. Carballido, A. Chumacero, J. Revueltas, J. Rulfo, M. A. Montes de Oca, J. Sabines, E. Poniatowska, IH. Mendoza, C. Pellicer, J. Villoro, H. Aridjis ou encore G. Zaïd.

<sup>97</sup> Ils affirment également que les ressources pour la culture doivent être concentrées et que la moitié de celles-ci doivent être dédiées à des projets hors de Mexico. O. Paz « Ideas para un fondo de las Artes » *Plural*, octobre 1975.

<sup>98</sup> *El ogro filantrópico*, op. cit.

cadre des campagnes électorales était encadrée par le PRI, notamment par l'Institut des Études Politiques et Sociales (IEPES). L'IEPES - sorte de *think tank* du PRI<sup>99</sup> - était chargé d'organiser les campagnes électorales du parti. On peut qualifier les tables rondes qu'il organisait de « forums » de politique, car c'est dans ces espaces qu'étaient construites et discutées les idées et les représentations des politiques qui intégraient ensuite les « arènes politiques »<sup>100</sup>. Les réunions de l'IEPES possèdent les caractéristiques de différents types de forums<sup>101</sup> : d'une part du forum « scientifique » - le format de tables rondes, communications et publications rappelle l'université - milieu auquel appartiennent d'ailleurs plusieurs intellectuels ; et d'autre part, le forum « institutionnel », car l'IEPES fonctionne également comme une commission d'expert et un *think tank* officiel du parti.

Le concept de « forum » permet de mettre en exergue les oppositions entre les acteurs selon leurs intérêts et la vision de la politique dont ils sont porteurs, d'analyser comment des cadres cognitifs d'une politique peuvent se transformer en instrument de politique publique, et de comprendre comment les idées peuvent passer d'un forum à un autre<sup>102</sup>.

Dans le cadre de la campagne de Miguel de la Madrid, une « Réunion populaire pour la planification de la culture nationale » est organisée à Tijuana. C'est la première fois que le thème de la culture est traité dans une réunion indépendante dans une campagne<sup>103</sup>. Les intellectuels étaient invités à débattre au sein de la commission de culture, commission créée pour mettre en place le plan de développement culturel du futur président<sup>104</sup>. À cette occasion, l'historien José Luis Martínez déclare que la multiplication des activités culturelles et les diverses tâches des organisations de la culture doivent être « concertées dans un organisme recteur du secteur public, qui trace et exerce une politique nationale dans le domaine culturel »<sup>105</sup>. C'est la première fois que l'idée d'une institution supérieure coordinatrice est évoquée par les intellectuels. Ce projet ne verra pourtant pas le jour. Le gouvernement de M. de la Madrid étant placé sous le signe de l'austérité et de la réduction de l'appareil étatique, il restera sourd aux demandes des intellectuels. Cependant, au sein de l'opinion publique, l'idée de la nécessité d'une réforme de l'action culturelle de l'État a fait son chemin. Les intellectuels seront invités à se prononcer sur ce sujet six ans plus tard, lors du premier jour de la campagne électorale de S. Salinas de Gortari.

---

<sup>99</sup> Créé par le poète et politologue Rodolfo Siller. Carlos Salinas commença sa carrière au PRI dans cet institut avant de le diriger à la fin des années 1970.

<sup>100</sup> B. Jobert, « Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles. Esquisse d'un parcours de recherche », A. Faure, G. Pollet, P. Warins, *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. L'Harmattan, Paris, 1995.

<sup>101</sup> Nous reprendrons la distinction établie par P. Hassenteuffel et A. Smith sur les forums scientifiques, institutionnels, internationaux et privés. « Essoufflement ou second souffle ? L'analyse des politiques publiques « à la française » », *Revue française de science politique*, vol. 52, 2002, p. 53-73.

<sup>102</sup> E. Fouilleux, « Proposition pour une approche dynamique des processus d'inertie et de changement dans les politiques publiques. L'exemple de la PAC », dans, P. Hassenteuffel, J. Fontaine, *To change or not to change ? Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2002, pp. 255-280.

<sup>103</sup> Discours du président M. de la Madrid, « Estado, democracia e identidad cultural » prononcé à Tijuana le 13 novembre 1981.

<sup>104</sup> S. Morales « Tres asesores de la comisión de cultura del PRI proponen para el próximo sexenio », *Proceso*, n° 307, 18 septembre 1982. Le président de cette commission était l'écrivain et fonctionnaire Sergio Mota Marín.

<sup>105</sup> « La constante ampliación de actividades, promociones, recursos, instituciones y dependencias dedicadas a la cultura, muchas de ellas con sus propias políticas, indican que ha llegado el momento de concertar estas tareas dispersas en un organismo rector del sector público, que trace y ejerza una política nacional en materia cultural ». Cité par G. Ochoa Sandy, *Política cultural. Qué Hacer?*, op. cit., p. 20.

Une centaine<sup>106</sup> d'entre eux fut conviée à débattre des thèmes de la culture et de l'identité lors de la « Rencontre nationale sur la Culture ». La commission « Société et culture », convoquée par l'IEPES, avait pour mission de réaliser le programme culturel du gouvernement. Bien que l'espace de dialogue avec les intellectuels soit artificiellement créé par le parti, ceux-ci possèdent une certaine liberté de parole<sup>107</sup> et émettent critiques et propositions au futur président. Dans ce cadre, le poète Marco Antonio Montes de Oca puis Enrique Krauze reprennent la proposition d'O. Paz de créer un fonds de culture pour la création artistique et littéraire, et la mise en place d'une « unité de coordination de toutes les institutions culturelles mexicaines »<sup>108</sup>.

***Du forum à l'arène.*** Comment cette idée est-elle passée du forum à l'arène politique ? D'une part, elle a été transmise par des acteurs appartenant à la fois à ces deux espaces : les intellectuels-fonctionnaires. Dans le Mexique du PRI, les politiques publiques sont principalement le produit des élites bureaucratiques, des leaders du parti et du président. L'administration publique a donc une grande importance dans les processus de *policy making* mais aussi dans l'exécution [*implementation*] des politiques publiques<sup>109</sup>. Les intellectuels-fonctionnaires étaient donc très bien placés pour mettre en œuvre les idées de politiques culturelles discutées dans les forums, lorsqu'ils comptaient avec l'aval du président. Une autre variable explicative entre également en ligne de compte au moment de l'élection de C. Salinas de Gortari : l'ouverture d'une fenêtre politique<sup>110</sup>. En effet, on peut observer la combinaison de trois éléments : le courant de définition des problèmes (*problem stream*) qui englobe les événements à l'intérieur desquels différents acteurs cherchent à définir de nouvelles solutions pour la politique culturelle et sollicitent des débats publics. Le deuxième courant, celui des politiques publiques (*policy stream*) est nourri par le travail de sélection des « solutions acceptables »<sup>111</sup> par les acteurs politiques et administratifs et ceux travaillant à la formulation des solutions. Ces acteurs s'accordent sur le fait que l'État doit changer son mode d'intervention dans la culture (création d'un fonds et d'une institution supérieure de culture). Enfin, le dernier courant (*political stream*) regroupe divers éléments comme les résultats électoraux, les changements administratifs ou d'opinion publique.

***La culture comme instrument de légitimation.*** En plus de ces éléments, nous devons prendre en compte un autre événement pour comprendre pourquoi la demande des intellectuels a été si vite exaucée, après l'élection de C. Salinas de Gortari. Selon nos interlocuteurs, la raison se trouve dans le contexte de son élection, la plus controversée de l'histoire du pays<sup>112</sup>. La création du Conseil pour la Culture et pour les Arts (CONACULTA) fut un « acte politique », le président prétendant ainsi « gagner parmi les artistes et les intellectuels, la légitimité qu'il

---

<sup>106</sup> Cent cinquante-deux artistes et intellectuels acceptèrent l'invitation du président et présentèrent une centaine de communications sur les thèmes transversaux suivant : promotion artistique, préservation du patrimoine culturel, culture écrite, diffusion culturelle, cultures populaires, médias audiovisuels. A. Ponce « Gonzalez Pedredo y Flores Olea en la operación », *Proceso*, n°625, 22 octobre 1988.

<sup>107</sup> Les critiques fusent à l'encontre du régime, H. Aguilar Camín affirme qu'il est autoritaire et que son obsession pour le pouvoir et la stabilité le conduise à mener des politiques clientélistes. D'autres affirment clairement être en faveur du candidat de l'opposition. F. Campbell, « El PRI reunió en Villahermosa a los intelectuales », *Proceso*, n° 588, 6 février 1988.

<sup>108</sup> Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, *Memoria 1995-2000*, CONACULTA, México, 2000, p. 12.

<sup>109</sup> M. Grindle, *Bureaucrats, politicians, and peasants in Mexico : a case study in public Policy*, Berkley and Los Angeles, University of California, 1977, p. 7.

<sup>110</sup> J. Kingdon, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little Brown, 1984.

<sup>111</sup> P. Muller, Y. Surel, « Crises de politiques et régulations cognitives : l'exemple des politiques du livre », *Pôle Sud*, 1996, vol. 4, n° 1, pp. 92-106.

<sup>112</sup> Alors que le candidat de l'opposition C. Cárdenas était donné gagnant, un « problème informatique » survint dans la comptabilité des voix. C. Salinas fut néanmoins déclaré vainqueur.

n'avait pas gagnée dans les urnes »<sup>113</sup>. Pour Gerardo Estrada, ex-directeur de l'INBA, C. Salinas de Gortari a instrumentalisé la culture pour légitimer son élection, dans la plus pure tradition du PRI :

*«Je soutiens que l'une des raisons pour lesquelles la culture a été importante pour les gouvernements mexicains est le manque de légitimité électorale. Comme il n'y avait pas de votes qui légitiment l'élection... »<sup>114</sup>.*

J. Ruiz Dueñas écrivain et ancien fonctionnaire de Conaculta, abonde dans le même sens :

*“Le grand acteur a été Carlos Salinas [...]. Certains affirment que l'idée vient d'Octavio Paz. Son ingérence et sa participation dans certaines décisions [...] vont dans cette direction. Mais ce qui est vrai, c'est que les idées ne sont la propriété de personne, par contre la volonté politique est le monopole du pouvoir. Salinas avait besoin de légitimation électorale”<sup>115</sup>.*

Cette hypothèse est confirmée par l'urgence dans laquelle Conaculta est créée par décret présidentiel, le 7 décembre 1988, une semaine après la prise de pouvoir du président<sup>116</sup>. Jorge Ruiz Dueñas (poète), Gerardo Estrada (professeur de sciences politiques) et Rafael Tovar y de Teresa (historien) ont tous trois participé aux tables rondes de l'IEPES et ont intégré ensuite les rangs de la nouvelle institution<sup>117</sup>. Au cours des *sexenios*<sup>118</sup>, ils ont participé au jeu des chaises musicales<sup>119</sup> de l'administration de la culture (INBA, commission de la Radio, ou du bicentenaire) tout en continuant à exercer leur métier de poète, historien et chercheur.

Le fonds pour la culture demandé par les intellectuels depuis 1975 fut créé en 1989. Le gouvernement mit en avant que sa création répondait à la *demande* de la communauté intellectuelle transmise par Octavio Paz qui eut l'honneur de prononcer le discours inaugural<sup>120</sup>. Le prix Nobel intégra également la Commission des arts et des lettres, organe décisionnaire du fonds.

Les mobilisations des intellectuels au long des années 1970 et 80 ont également permis la création en 1994, d'un nouveau mécanisme de soutien aux artistes<sup>121</sup>, le « Système National des Créateurs » (SNCA)<sup>122</sup> sur le modèle du système national des chercheurs créé en 1984. Il fonctionne avec les mêmes rouages que la commission d'évaluation par les pairs du fonds de culture, et représente un autre mécanisme de cooptation des intellectuels<sup>123</sup> et de modération

---

<sup>113</sup> C. Calónico, Lucio, “Fortalezcamos al Fondo Nacional para la Cultura y las Artes”, dans CONACULTA *Fondo Nacional para la Cultura y las Artes. 18 años de inversión en el patrimonio vivo de México*, CONACULTA, México, 2006, p. 247.

<sup>114</sup> Entretien avec l'auteur le 26-11-09. E. Nivón Bolán nous livre une réflexion similaire « L'État définit très tôt une politique culturelle de masse qui lui apporte de la légitimité ». Entretien avec l'auteur le 25-11-09.

<sup>115</sup> Réponse de Jorge Ruiz Dueñas à la question “Qui sont, selon vous, les acteurs de la création de CONACULTA ? ” Entretien avec l'auteur 20-11-09.

<sup>116</sup> E. Bordat « Politiques culturelles : entre inertie et changements. Une analyse comparative des objectifs et de l'appareil administratif des politiques culturelles du Mexique et de l'Argentine (1983-2010) », communication présentée à la 7<sup>e</sup> école d'été de politique comparée du CHERPA, Aix-en-Provence, juin 2011.

<sup>117</sup> Voir annexe pour plus de détails biographiques.

<sup>118</sup> Mandat présidentiel de six ans.

<sup>119</sup> « The six-year procession often resembles a national game of musical chairs in which the same actors may reappear in different positions. M. Grindle, *Bureaucrats, politicians, and peasants in Mexico : a case study in public Policy*, op. cit. p. 41.

<sup>120</sup> « Fondo nacional para la cultura y las artes », *Vuelta*, n°149, avril 1989.

<sup>121</sup> Selon les propos de V. Flores Olea, Octavio Paz aurait exercé beaucoup de pressions sur R. Tovar pour obtenir la création du SNCA. Propos recueilli par T. Ejea « La liberalización de la política cultural en México : El estímulo a la creación artística a través del Fondo Nacional para la Cultura y las Artes (FONCA) », thèse de doctorat en sociologie, dirigée par E. Nivón Bolán, UAM, 2009.

<sup>122</sup> Il soutient des créateurs dans les lettres, les arts plastiques et les arts de la scène.

<sup>123</sup> Seize des vingt-sept signataires du pamphlet d'Octavio Paz en 1975 deviendront des bénéficiaires du SNCA. Cinq étaient mort en 1994 et deux n'étaient pas des artistes. Parmi les restants, seules quatre personnes ne bénéficièrent pas des largesses du gouvernement. « La liberalización de la política cultural en México », op. cit.

des critiques. À ce sujet, V. Flores Olea déclarait : « Après la création du SNCA beaucoup d'artistes et d'intellectuels m'ont dit 'moi je ne signe plus de pamphlet et je ne fais plus de déclaration contre le gouvernement parce que je ne voudrais pas qu'il m'enlève ma bourse' »<sup>124</sup>.

Nous allons à présent mettre en lumière les facteurs qui contribuèrent à la mobilisation des intellectuels argentins, traditionnellement éloignés de l'État, autour du candidat R. Alfonsín puis les mécanismes grâce auxquels ils purent porter leur représentation d'une « politique culturelle démocratique » jusqu'à la *Casa rosada*<sup>125</sup>.

## 2) « *Cultura y democracia* » : les revendications des intellectuels argentins portées au pouvoir

« *Los políticos no tienen ni idea de lo que es la cultura* »<sup>126</sup>.  
Carlos Gorostiza

Dans quel cadre et à travers quels espaces d'expression les intellectuels argentins se sont-ils mobilisés pour la mise en place d'une politique culturelle démocratique dans les années 1980 ? Comment réussirent-ils à transformer leurs demandes en politique publique ?

**Battre campagne.** La campagne présidentielle de 1983 s'organisa après la débâcle des Malouines, alors que le gouvernement militaire n'avait plus la légitimité nécessaire pour continuer à gouverner le pays. Raúl Alfonsín, conseillé par les intellectuels Jorge Sabato, Dante Caputo et Jorge Roulet, était l'un des rares hommes politiques à s'être opposé à la guerre contre le Royaume-Uni. Il inspira alors la sympathie de la communauté intellectuelle et artistique de son pays.

Un groupe d'intellectuels mobilisés pour la mise en place d'une politique culturelle démocratique prit l'initiative de partir à la rencontre des candidats à l'élection pour présenter leurs propositions. Carlos Gorostiza, l'un de ces membres, nous raconte :

« À cette époque il y avait un groupe politique transpartisan [interpartidario], je crois qu'il s'appelait commission transpartisane, avec un représentant de chaque parti pour créer un climat contre la dictature. Depuis le groupe de culture, nous fîmes [une proposition en] huit ou dix points : 1) n'interdire personne, 2) liberté de la presse, etc. [...] il fallait le faire signer à tous les représentants [de partis] et celui qui gagnait promettait de tenir ces engagements »<sup>127</sup>.

À la différence du Mexique, l'initiative argentine prit sa source dans la communauté intellectuelle et non pas dans le parti. Des intellectuels comme M. Antín – cinéaste et ex-directeur de l'Institut du Cinéma - ou C. Gorostiza ne commencèrent à se rapprocher de la politique qu'avec la candidature de R. Alfonsín, président de l'Union Civique radicale (UCR):

« Je n'avais jamais participé à des mouvements politiques [...]. Mais ce jour-là, je me suis dit : 'maintenant la démocratie arrive, je dois m'enrôler'. Et j'ai rendu visite à tous les dirigeants des partis. J'ai connu Alfonsín et j'ai aimé ce qu'il disait et comment il le disait. Je l'ai cru »<sup>128</sup>.

<sup>124</sup> V. Flores Olea, février 2009, propos recueilli par T. Ejea, « La liberalización de la política cultural en México », *op. cit.*

<sup>125</sup> Siègne de la présidence argentine.

<sup>126</sup> Les politiques n'ont aucune idée de ce qu'est la culture. Entretien avec l'auteur Buenos Aires le 19-05-10.

<sup>127</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires, le 19-05-10. Carlos Gorostiza est également l'un des fondateurs du groupe *Teatro Abierto*.

<sup>128</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires, le 19-05-10.

Plusieurs centaines d'intellectuels et d'artistes<sup>129</sup> décident alors de rejoindre Jorge Roulet dans le Centre de Participation Politique (CPP) du Mouvement de rénovation et changement de l'UCR en août 1982<sup>130</sup>. L'un des fondateurs de ce mouvement, l'écrivain et sous-secrétaire de Culture Luis Gregorich, nous raconte :

*« Un groupe d'intellectuels, des gens de culture : acteurs, musiciens, peintres, se sont réunis autour d'Alfonsín parce qu'il donnait l'impression qu'il pouvait donner une nouvelle démocratie, rénovée. Cela se passa fin 1982, un centre de participation politique fut créé où existaient différentes commissions et ateliers [...] »<sup>131</sup>.*

Nous pouvons appréhender le CPP comme un « forum de politique publique ». En effet, c'est l'espace où étaient construits et discutés les définitions, axes et représentations de la future politique culturelle argentine. Le CPP possède les caractéristiques d'un « forum scientifique » : les discussions étaient organisées autour d'ateliers de réflexion. Elles firent l'objet de publications et nombre de participants faisaient partie de l'université. Comme les travaux des tables rondes de l'IEPES, les travaux du CPP furent repris pour créer les propositions électorales du candidat :

*« Nous avons remis [le rapport] à Alfonsín, il l'a approuvé et sur cette base a été créée la plateforme culturelle d'Alfonsín. C'était la première fois qu'il y avait une plateforme culturelle [...] avant, les thèmes culturels faisaient partie de l'éducation. Ils se réduisaient en général à la muséologie, à la conservation du patrimoine en général et pas beaucoup plus que ça »<sup>132</sup>.*

Les intellectuels réussirent donc pour la première fois à autonomiser le secteur de la culture de celui de l'éducation et mettre en avant de nouveaux concepts en accord avec les cadres cognitifs proposés par l'UNESCO - démocratisation culturelle par exemple - avec une définition de la culture allant au-delà des Beaux Arts<sup>133</sup>.

Dans le récit que nous a livré Manuel Antín sur le déroulement de la campagne, on voit que les intellectuels avaient une place importante au sein de ce processus politique :

*« Nous, nous accompagnions les candidats dans leurs tournées dans le pays, et les conférences politiques ou les discours qu'ils donnaient étaient accompagnés par des discussions [charlas] culturelles que nous donnions, de cette manière nous avons uni deux choses qui en général sont désunies en Argentine : la culture et la politique »<sup>134</sup>.*

Pour la première fois depuis de longues années, les intellectuels et artistes furent associés à une réflexion politique dans leur pays. Comment expliquer ce changement dans les relations entre l'État et les artistes ? Tout d'abord, le discours d'Alfonsín était fédérateur. Il se fondait sur une double rupture : d'une part avec le passé immédiat et d'autre part avec les dictatures antérieures. Beatriz Sarlo nous raconte :

---

<sup>129</sup> Au sein de l'atelier « Culture et médias de communication sociale » du CPP, coordonné par Luis Gregorich et Luis Torres Agüero, on trouvait notamment : l'écrivain Marcos Aguinis, le cinéaste Manuel Antín, Alejandra Boero, l'écrivain Hebe Clementi, Carlos Gorostiza, l'historien Pacho O'Donnell.

<sup>130</sup> « L'Argentine se préparait à commencer un processus de réinstallation de la démocratie et nous sentîmes le besoin de contribuer à parcourir ce chemin depuis une institution qui convoquerait l'analyse, la discussion mutuelle, le dialogue et l'élaboration de propositions qui constitueraient les apports pour les bases des politiques et de l'action des gouvernements démocratiques [...] Ainsi est né le Centre de Participation Politique ». J. Roulet, *Memoria Fundación Jorge Roulet*, [consulté en ligne le 27-06-11] URL : <http://www.fundacionroulet.org.ar/>

<sup>131</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 31-05-10.

<sup>132</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires le 31-05-10.

<sup>133</sup> La culture est définie comme « les modes de vie des personnes, leurs manières d'être et d'agir, les institutions qu'elles créent, les instruments qu'elle fabrique, les connaissances qu'elle conquiert, les symboles avec lesquels elle s'exprime, les codes de conduite et les valeurs qui l'orientent », *Plan Nacional de Cultura*, Buenos Aires, 1984, p. 7.

<sup>134</sup> Entretien avec l'auteur, Buenos Aires, le 17-05-10.

« Le gouvernement d'Alfonsín étant un gouvernement démocratique classique, moins populiste, il permettait que l'on sympathise avec [ses propositions], comme le jugement des Juntas [...] Il provoqua beaucoup de sympathie dans le champ académique et universitaire »<sup>135</sup>.

L'une des premières choses qu'il promettait était la suppression des listes noires et de la censure dans les milieux académique et artistique.

La Culture fut utilisée par le candidat comme ressource pour tenter de changer la « culture politique » autoritaire qui avait prévalu pendant des années dans le pays<sup>136</sup>. Lors d'un discours donné à Madrid en 1983, R. Alfonsín affirmait : « l'identité culturelle constitue l'une des clés pour la libération des peuples, celle-ci étant l'une des dimensions fondamentales de la croissance d'un pays et de son renforcement »<sup>137</sup>.

**De la réflexion à l'action.** Lorsqu'il fut élu, en octobre 1983, R. Alfonsín intégra les intellectuels qui l'avaient suivi dans son gouvernement. De l'espace de la réflexion, les intellectuels du CPP passèrent à l'espace des institutions en intégrant différentes fonctions au sein du Secrétariat de Culture. Nous citerons simplement<sup>138</sup> : Carlos Gorostiza nommé à la tête du secrétariat, Manuel Antín à l'Institut du cinéma, Pacho O'Donnell au Secrétariat de Culture de la ville de Buenos Aires et Luis Gregorich à la direction de la maison d'édition Eudeba. Pour M. Antín, ce sont les propositions du CPP qui ont « nourri de concepts la politique culturelle d'Alfonsín »<sup>139</sup>. Le leitmotiv de cette politique, en accord avec le discours général d'Alfonsín, fut « culture et démocratie »<sup>140</sup>. Dans son message présidentiel en 1983, R. Alfonsín affirme que l'État fera « la promotion, mais ne déterminera pas, les caractéristiques de la culture »<sup>141</sup>. La première mesure mise en place par le gouvernement d'Alfonsín dans le domaine de la culture fut l'élimination de la censure et de l'un des principaux organismes qui l'orchestrèrent : l'entité de qualification. Comment expliquer la possibilité d'un changement de cette envergure dans la politique culturelle ? Comme dans le cas du Mexique, le concept de fenêtre d'opportunité politique est ici opératoire. Nous avons la combinaison des trois courants :

- le *problem stream* où les acteurs ont cherché à définir les éléments d'une nouvelle politique culturelle : liberté d'expression, stimulation de la création, distributions des biens et services culturels,
- le *policy stream* constitué du travail de mise en forme des solutions par les acteurs administratifs : élimination des organismes de la censure, mise en place de mécanismes de soutien de la création, etc.
- et le *political stream* : passage d'une dictature à un régime démocratique avec l'élection d'Alfonsín, qui est également la première victoire de l'UCR contre le parti péroniste dans des élections libres.

---

<sup>135</sup> Entretien avec l'auteur Buenos Aires, le 07-02-10.

<sup>136</sup> Cette volonté est affirmée dans Secretaría de Cultura de la Nación, *Plan Nacional de Cultura 1984*, Buenos Aires, 1984.

<sup>137</sup> « La transformación cultural : un objetivo de la cooperación iberoamericana », discours prononcé à Madrid en 1983, dans, Centro de Participación Política, *Cultura y democracia. Documentos de trabajo del Taller de Cultura y medios de comunicación* », Buenos Aires, 1983, p. 120.

<sup>138</sup> Carlos Aguinis fut nommé sous-secrétaire, puis secrétaire de Culture et Hebe Clementi prit la tête du département du Livre.

<sup>139</sup> Entretien avec l'auteur le 17-05-10.

<sup>140</sup> « Ce qui signifiait : la juste distribution des biens culturels », entretien de Luis Gregorich avec l'auteur à Buenos Aires, le 31-05-10.

<sup>141</sup> *Secretaría de Presidencia de la Nación, Mensaje Presidencial del Dr. Raúl Alfonsín a la Honorable Asamblea Legislativa*, Buenos Aires, 1983, p. 24.

Une réelle politique culturelle fut alors mise en place avec une planification, une institution dédiée à mettre en œuvre la politique publique et une augmentation du budget du secteur. La culture fut considérée comme moyen pour récupérer des espaces aussi importants que « la sociabilité et l'espace public, les libertés et les droits de l'homme »<sup>142</sup>. Le Fond pour la Culture qui avait été spolié de son budget par les militaires connut une « restitution de sa mécanique et de sa nature originale »<sup>143</sup>. Cette institutionnalisation fut le fruit de la mobilisation de la communauté intellectuelle et artistique. La relation de confiance qui unit Raúl Alfonsín aux intellectuels se poursuivit et se renforça pendant son gouvernement<sup>144</sup>. Dans le gouvernement de C. Menem qui suivit celui d'Alfonsín, la participation des intellectuels à l'élaboration des politiques fut moindre, comme dans le cas du Mexique avec le gouvernement du PAN.

## Conclusion

« Il appartient aux créateurs de faire surgir la parole vraie, libérée, de mettre en relief la bonne conscience, les turpitudes, les contradictions, de révéler ce que l'on occulte soigneusement »<sup>145</sup>.  
Carlos Fuentes

Créateurs de valeurs, symboles et représentations collectives, les intellectuels ont forgé les idées et les images que les sociétés argentines et mexicaines se sont faites d'elles-mêmes<sup>146</sup>. Au Mexique, dans un pays où l'on parle de « culte de l'intelligence »<sup>147</sup>, des intellectuels comme C. Monsivaís sont les boussoles de la société, mais ils dépendent pour leur subsistance de l'État, le marché du livre ne leur permettant pas de vivre de leur création. Ils sont alors dans une situation de constante dépendance de « l'ogre philanthropique ». Malgré cette relation asymétrique, les intellectuels se mobilisent, comme le montre l'actualité récente avec l'initiative citoyenne convoquée par le poète J. Scicila contre la guerre du narcotrafic menée par le gouvernement. En Argentine, le temps de l'intellectuel désengagé comme Jorge Luis Borges est révolu. Les membres du collectif *Carta Abierta* le montrent bien, en affichant leur soutien indéfectible à la présidente depuis 2008. Mais aux intellectuels comme José Núñez, ont succédé des intellectuels-militants du parti péroniste, comme Jorge Coscia.

Dans les deux cas étudiés, le rôle des intellectuels dans la réflexion et la mise en place des politiques culturelles actuelles a été fondamental. Cette analyse nous a permis de mettre en lumière les différents types de relations qui peuvent se tisser entre un État et les intellectuels : ignorance, persécution, cooptation ou encore enrôlement. Nous avons également pu souligner que les idées créées dans les forums ont pu être transmises à l'arène, puis se transformer en instrument de politique grâce à l'action d'une catégorie d'acteurs que nous avons baptisée

<sup>142</sup> R. Bayardo, « Políticas culturales en la Argentina », dans A. Canela Rubim, R. Bayardo (dirs), *La política cultural en iberoamérica*, Salvador, EUDEBA, 2008, pp. 19-43, p. 26.

<sup>143</sup> « Una ojeada al Fondo Nacional de las Artes » interview d'E. Harvey, *Boletín Oficial*, 4 sección, 10 octobre 1985, p. 3.

<sup>144</sup> R. Alfonsín fut également proche d'un groupe d'intellectuels appelé *Grupo Esmeralda* lié à l'université de Buenos Aires « qui l'aidait à penser ». Ce groupe était notamment intégré par les sociologues Daniel Lutsky, Gabriel Kessler, l'historien H. Rapoport, puis Juan Carlos Portantiero et Emilio de Ipola qui écrivaient ses discours et le conseillaient. J. Elizalde, « Intelectuales y política en la transición democrática. El Grupo Esmeralda », mémoire de *maestría* en sciences sociales, sous la direction de A. Blanco, FLACSO, Buenos Aires 2009.

<sup>145</sup> J. Franco, J.-M. Lemogodeuc, *Anthologie de la littérature hispano-américaine du XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, 1993, p. 12, cité par O. Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

<sup>146</sup> N. Lechner, « Intelectuales y política: nuevo contexto y nuevos desafíos », dans L. Baca Olamendi, I. Ciseneros, *Los intelectuales : los dilemas políticos en el siglo XX*, tome 2, Mexico, FLACSO, 1997, p. 34.

<sup>147</sup> M. Tenorio Trillo, *De cómo ignorar*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000.

« intellectuel-fonctionnaire » ou « intellectuel-chercheur ». Ainsi, ils sont passés de l'espace de la réflexion à celui de l'action.

### Bibliographie

- Aarão Reis, (Daniel), « À la recherche de modernités alternatives : l'aventure politique des intellectocrates russes du milieu du XIXe siècle » dans, Rolland (Denis), Ridenti (Marcelo), Rugai Bastos (Elide) (dirs), *L'intellectuel, l'État et la Nation, Brésil, Amérique latine Europe*, Paris, l'Harmattan, 2006, pp. 75-90.
- Bartra, (Roger), « La república de las letras muertas y la muerte de las letras públicas », dans Bartra (Roger), *Oficio mexicano*, Mexico, Grijalbo, 1993, pp. 45-52.
- Bayardo, (Rubens) « Políticas culturales en la Argentina », dans A. Canela Rubim, R. Bayardo (dirs), *La política cultural en iberoamérica*, Salvador, EUDEBA, 2008, pp. 19-43,
- Boussagnet, (Laurie), « Forums », dans Boussagnet (Laurie), Jacquot (Sophie), Ravinet (Pauline), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 283-289.
- Bordat, (Elodie), « Politiques culturelles : entre inertie et changements. Une analyse comparative des objectifs et de l'appareil administratif des politiques culturelles du Mexique et de l'Argentine (1983-2010) », communication présentée à la VIIe École d'été de politique comparée du CHERPA, Aix-en-Provence, juin 2011.
- Brunner, (José Joaquín), Flisfisch (Angel), *Los intelectuales y las instituciones de la cultura*, Santiago du Chili, Flacso, 1983.
- Campbell, (Federico), « El PRI reunió en Villahermosa a los intelectuales », *Proceso*, n° 588, 6 février 1988.
- Carmona Dávila, (Doralicia), « Se constituye el grupo San Ángel que pretende evitar la violencia entre partidos en las próximas elecciones », *Memoria Política de México*, 9 juin 1994, [consulté en ligne le 28-06-11] : URL : <http://www.memoriapoliticademexico.org/Efemerides/6/09061994-Gpr.SA.html>
- Centro de Participación Política, Cultura y democracia, *Documentos de trabajo del Taller de Cultura y medios de comunicación*, Buenos Aires, 1983.
- Dabène, (Olivier), *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.
- « Declaración sobre la libertad del arte », *Excelsior*, mai 1972.
- Ejea, (Tomás), « La liberalización de la política cultural en México : El estímulo a la creación artística a través del Fondo Nacional para la Cultura y las Artes (FONCA) », thèse de doctorat en sociologie, dirigée par E. Nivón Bolán, UAM, 2009.
- Elizalde, (Josefina), « Intelectuales y política en la transición democrática. El grupo Esmeralda », mémoire de *maestría* en sciences sociales, sous la direction de A. Blanco, FLACSO, Buenos Aires 2009.
- Escalante, (Fernando), « El escándalo interminable. Apuntes sobre el sistema de opinion pública » dans Loaeza (Soledad), Prud'homme (Jean-François) (dirs), *Los grandes problemas de México, XIV, Instituciones y procesos políticos*, Mexico, Colegio de Mexico, 2010, pp. 332-354.
- Estrada, (Gerardo), « Apuntes para una historia de la cultura mexicana en el siglo XX », dans Blancarte, (Roberto) (dirs), *Los grandes problemas de México. XVI, Culturas e identidades*, Mexico, Colegio de México, 2010, pp. 453-483.
- Fernández, (José Antonio), « Entrevista con Víctor Ugalde. El cine se convirtió en mi vida », *La Revista*, n° 99, 19 février 2008, [consulté en ligne] le 07-06-11, URL : [http://www.canal100.com.mx/telemundo/entrevistas/?id\\_notas=7341](http://www.canal100.com.mx/telemundo/entrevistas/?id_notas=7341)
- Fiorucci (Flavia), « La administración cultural del peronismo políticas, intelectuales y Estado », Working paper 20, 2007 Latin American Studies Center University of Maryland, College Park, [consulté en ligne le 16-02-11] URL : [www.lasc.umd.edu/Publications/.../WP20\(FlaviaFiorucci\).pdf](http://www.lasc.umd.edu/Publications/.../WP20(FlaviaFiorucci).pdf)

- « INBA reestructuración », *Proceso*, n° 1, 6 novembre 1976.
- Grindle, (Merilee), *Bureaucrats, politicians, and peasants in Mexico : a Case Study in Public Policy*, Berkley and Los Angeles, University of California, 1977.
- Hassenteufel, (Patrick), Smith, (Andy), « Essoufflement ou second souffle ? L'analyse des politiques publiques « à la française » », *Revue française de science politique* 1/2002 (Vol. 52), p. 53-73.
- « INBA reestructuración », *Proceso*, n° 1, 6 novembre 1976.
- Invernizzi, (Hernán), Gociol, (Judith), *Un golpe a los libros, Represión a la cultura durante la última dictadura militar*, Buenos Aires, Eudeba, 2007.
- Jobert, (Bruno), « Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles. Esquisse d'un parcours de recherche », dans Faure (Alain), Pollet, (Gilles), Warins, (Philippe), *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. L'Harmattan, Paris, 1995.
- Kingdon, (James), *Agendas, Alternatives and Publics Policies*, Boston, Little Brown, 1984.
- Krauze, (Enrique), *Los Caudillos Culturales en la Revolución*, Mexico, Siglo XXI, 1976.
- Krauze, (Enrique), « Cuatro estaciones de la cultura mexicana », *Vuelta*, n° 60, novembre 1981.
- Landi, (Oscar), *Dévorame otra vez, que hizo la televisión con la gente y que hace la gente con la televisión*, Buenos Aires, Planeta, 1993.
- Marsal (Juan), *Intellectuales y política en España, Argentina y México*, Madrid, Edicusa, 1975.
- Marsal, (Juan), « Les intellectuels mexicains, le parti révolutionnaire institutionnel et le massacre de Tlatelolco » dans Centre national de la recherche scientifique, Groupe de recherche sur l'Amérique latine, *Intellectuels et État au Mexique au XXe siècle*, Paris, Éditions du CNRS, 1979, pp. 63-76.
- Message presidencial
- Monsivaís, (Carlos), « Los intelectuales y la política », dans Baca Olamendi (Laura), Ciseneros, (Isidro), *Los intelectuales : los dilemas políticos en el siglo XX*, tome 2, Mexico, FLACSO, 1997.
- Muller, (Pierre), Surel, (Yves), « Crises de politiques et régulations cognitives : l'exemple des politiques du livre », *Pôle Sud*, 1996, vol. 4, n° 1, pp. 92-106.
- Leal, (Fernando), *El derecho a la cultura*, Mexico, Organización Cultural mexicana, 1952.
- Lechner, (Norbert), « Intellectuales y política: nuevo contexto y nuevos desafíos », dans Baca Olamendi, (Laura), Ciseneros (Isidro), *Los intelectuales : los dilemas políticos en el siglo XX*, tome 2, Mexico, FLACSO, 1997.
- Morales (Sonia) « Tres asesores de la comisión de cultura del PRI proponen para el próximo sexenio », *Proceso*, n° 307, 18 septembre 1982. Le président de cette commission était l'écrivain et fonctionnaire Sergio Mota Marín.
- Novaro, (Marcos), Palermo, (Vicente), (dirs.), *La historia reciente, Argentina en democracia*, Buenos Aires, Edhasa, 2004.
- Ochoa Sandy, (Gerardo), *Política cultural. Qué Hacer?*, Mexico, Hoja casa editorial, 2001.
- Paz, (Octavio), « La conjura de los letrados », *Vuelta*, n°185, avril 1992,
- Paz, (Octavio), « Suma y sigue. Conversación con Julio Scherer », dans *México en la obra de Octavio Paz. El peregrino en su patria*, vol. 1, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1987.
- Paz, (Octavio), *El ogro filantrópico. Historia y política 1971-1978*, Mexico, Seix Barral, 1979.
- Ponce, (Armando), « Gonzalez Pedredo y Flores Olea en la operación », *Proceso*, n°625, 22 octobre 1988.

- Panabière, (Louis), « Les intellectuels et l'État au Mexique (1930-1940). Le cas de la dissidence des contemporains », dans Centre national de la recherche scientifique, Groupe de recherche sur l'Amérique latine, *Intellectuels et État au Mexique au XXe siècle*, Paris, Éditions du CNRS, 1979, pp. 77-112.
- Roulet, (Roulet) *Memoria Fundación Jorge Roulet*, [consulté en ligne le 27-06-11] URL : <http://www.fundacionroulet.org.ar/>
- Secretaría de Presidencia de la Nación, *Mensaje Presidencial del Dr. Raúl Alfonsín a la Honorable Asamblea Legislativa*, Buenos Aires, 1983.
- Sigal, (Silvia), *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Tenorio Trillo, (Mauricio), *De cómo ignorar*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000.
- Touraine, (Alain), *La parole et le sang, politique et société en Amérique latine*, Paris, éditions Odile Jacob, 1988.
- Wortman, (Ana), “Vaivenes del campo intelectual político cultural en la Argentina”, dans Mato (Daniel) (dirs.), *Estudios y Otras Prácticas Intelectuales Latinoamericanas en Cultura y Poder*, Caracas, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) y CEAP, FACES, Universidad Central de Venezuela, 2002, pp. 327-338.
- Zaíd, (Gabriel), *Como leer en bicicleta*, Mexico, Mortiz, 1975.

| NOM                                   | CATÉGORIE   | PARCOURS : ENGAGEMENT MILITANT, POSTE DANS LA FONCTION PUBLIQUE   |
|---------------------------------------|---|---|
| <b>ANTÍN, Manuel</b>                  | Artiste-fonctionnaire                             | Réalisateur, écrivain, dramaturge, directeur de l'Institut de Cinéma (1983-89), membre du CPP, proche du radicalisme. Il fonde l'université du cinéma en 1991.  |
| <b>BÁRBARO Julio</b>                  | Artiste-fonctionnaire-militant                    | Politiste, écrivain, député justicialiste (1973-76, 1983-85), secrétaire de culture (1989-91), péroniste et catholique, directeur du Comité Fédéral de Radiodiffusion (COMFER) (2003-08). Engagement dans le péronisme depuis ses études.   |
| <b>CASTIÑERIA DE DIOS, José Maria</b> | Artiste-fonctionnaire                             | Conseiller d'Evita Perón, poète, péroniste et catholique, fonctionnaire de culture pendant le péronisme de (1950-52), Secrétaire de Presse et de diffusion (1952), directeur de la Bibliothèque Nationale (1989-91).  |
| <b>COSCIA, Jorge</b>                  | Artiste-fonctionnaire-militant                    | Membre du mouvement Cordobazo et adhérent depuis lors du parti justicialiste. Critique de cinéma, directeur de l'INCAA de (2002- 2005). Député national pour la ville de Buenos Aires (2006-09), président de la commission de culture, Secrétaire de culture depuis 2009.  |
| <b>ESTRADA, Gerardo</b>               | Chercheur-fonctionnaire                           | Professeur en science politique, il a été directeur de radio éducation, attaché culturel à Chicago, directeur de la maison du Mexique à Paris, directeur de l'Institut mexicain de la Radio et de l'Institut National des Beaux Arts (INBA).  |
| <b>GOROSTIZA, Carlos</b>              | Artiste-fonctionnaire                             | Dramaturge et scénariste, membre du mouvement artistique <i>teatro abierto</i> , membre du CPP, secrétaire de culture sous Alfonsín (1983-86), directeur du Fonds pour les Arts.  |
| <b>GREGORICH, Luis</b>                | Écrivain-fonctionnaire                            | Écrivain, journaliste, vice-président de la société argentine des écrivains (SADE) et de la fondation El Libro, directeur d'Eudeba, membre de l'assemblée permanente pour les droits de l'homme, membre du CPP, ancien sous-secrétaire de culture en 1988. Proche du radicalisme  |
| <b>MARESCA, Silvio</b>                | Écrivain-fonctionnaire                            | Philosophe et écrivain argentin, spécialiste du péronisme. Directeur du département de promotion culturelle de Buenos Aires (1992-95), Directeur du département d'action et d'industries culturelles (1997-2000), Directeur de la Bibliothèque nationale (2002-2003).   |
| <b>O'DONNELL, Pacho</b>               | Écrivain-fonctionnaire                            | Écrivain, historien, psychanalyste et chercheur, exilé en Espagne pendant la dictature, secrétaire de culture de Buenos Aires sous les radicaux (1983-89) puis secrétaire de la culture de Menem (1994-97).   |
| <b>RUIZ DUENAS, Jorge</b>             | Écrivain-fonctionnaire                            | Poète, écrivain, professeur de droit et de gestion d'entreprises publiques, secrétaire général de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM) (1981-85), secrétaire technique de CONACULTA (1989-92), directeur de l'Institut Mexicain de la Radio (IMER) (1994-95), gérant général du Fonds de Culture Économique (FCE) (1995-02) directeur des Archives Générales de la Nation (2003-09).              |
| <b>UGALDE Victor</b>                  | Artiste-fonctionnaire                             | Cinéaste, chercheur sur le cinéma, écrit dans plusieurs journaux représentant du syndicat des réalisateurs de films, directeur du FIDECINE.   |
| <b>VÁZQUEZ, Eduardo</b>               | Écrivain-fonctionnaire<br>Chercheur-fonctionnaire | Anthropologue, poète, essayiste, directeur de revue, professeur de poésie, fonctionnaire pour la ville de Mexico, et pour le gouvernement fédéral, institut du Mexique en Espagne, créateur de la <i>Fábrica de Artes y Oficios</i> (FARO), actuellement directeur du musée de sciences naturelles, proche du PRD, a reçu les bourses de « jeunes écrivains » (INBA) et « jeune créateur » (CONACULTA). |
| <b>TOVAR y DE TERESA, Rafael</b>      | Écrivain-fonctionnaire                            | Avocat, docteur en histoire des relations internationales, ambassadeur du Mexique en Italie, directeur du service culturel du Secrétariat des Relations Extérieures, directeur de l'INBA, puis coordinateur de la commission pour le bicentenaire de l'indépendance.  |